université de BORDEAUX

CERCCLE
Centre d'Études et de recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État

Béatrice Guillemont

Docteure en droit

Chercheuse associée au Centre d'études et de recherches comparatives sur les Constitutions, les libertés et l'État (CERCCLE, UR 7436), Université de Bordeaux

beatrice.guillemont@u-bordeaux.fr

Curriculum vitae mis à jour en octobre 2026

I. SITUATION ACTUELLE

Depuis oct. 2021 — **Chercheuse associée**, CERCCLE (UR 7436), Université de Bordeaux
Droit de la probité et éthique publique ; gouvernance du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE)

Depuis 2018 — **Membre de l'équipe scientifique**, L'Observatoire de l'éthique publique (OEP)
Cofondatrice ; secrétaire générale (2018 – 2025) ; administratrice (2018 – 2020 et depuis 2025)

II. TITRES ET DIPLÔMES

2021 — **Doctorat en droit**, Université Toulouse Capitole
Recherches sur le droit de la probité des élus de la République, soutenue le 15 janvier
Thèse distinguée à l'unanimité par le jury, jugée reproductible en l'état et proposée pour un prix de thèse
Direction : Mme le Professeur Corinne Mascala (droit privé et sciences criminelles) et M. le Professeur Ferdinand Mélin-Soucramanien (droit public)
Jury : Charles-Édouard Sénac, professeur, Université de Bordeaux (président et rapporteur) ; Elsa Forey, professeure, Université de Bourgogne (rapporteure) ; Corinne Mascala, professeur, Université Toulouse Capitole (directrice) ; Ferdinand Mélin-Soucramanien, professeur, Université de Bordeaux (codirecteur) ; Jean-Louis Nadal, procureur général honoraire près la Cour de cassation, ancien président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (invité)
Laboratoires : Centre de droit des affaires (CDA, EA 780), Université Toulouse Capitole ; CERCCLE (UR 7436), Université de Bordeaux. École doctorale Sciences juridiques et politiques, Université Toulouse Capitole
Thèse consultable sur le portail de la bibliothèque de l'Université Toulouse Capitole

2014 – 2015 — **Année de recherche préparatoire**, École doctorale Sciences juridiques et politiques, Université Toulouse Capitole
Mémoire : *Manquements au devoir de probité des élus de la République*

2012 — **Master 2 Droit des affaires**, spécialité Droit et gouvernance des énergies, Université d'Aix-Marseille
Mémoire de recherche : *La transparence en droit nucléaire*. Stage au service juridique du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Gif-sur-Yvette ; mémoire de stage : *Le principe de loyauté dans la rupture brutale des relations commerciales établies*

2011 — **Master 1 Droit des affaires**, Université d'Aix-Marseille

2010 — **Licence en droit**, Université d'Aix-Marseille

III. PRIX ET DISTINCTIONS

2022 — **Prix Maurice Hauriou**, prix de thèse en droit public, École de droit de Toulouse, Université Toulouse Capitole

30 janv. 2021 — **Prix Éthique recherche**, Anticor

IV. THÈMES DE RECHERCHE

Droit de la probité et éthique publique

L'exigence de probité imposée aux responsables publics ; la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en tant qu'institution ; les limites entre vie privée et vie publique des responsables publics ; leurs rémunérations et avantages ; leur mobilité ; la transparence et la traçabilité des décisions publiques ; la mutation du mandat électif ; la corruption des responsables publics ; la société civile dans la lutte contre la corruption.

Droit de l'énergie : gouvernance du dispositif des certificats d'économies d'énergie

Architecture institutionnelle et pilotage du dispositif des CEE ; contrôle et lutte contre la fraude ; transparence de la fabrique de la norme et de la représentation d'intérêts dans le secteur ; régulation du dispositif, supervision du marché secondaire des certificats et sanction des manquements.

V. PUBLICATIONS

Articles dans des revues

2023 — « La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) : une autorité inédite dans le paysage politique français », *Les Cahiers de Portalis*, PUAM, 2023/1, n° 11

2018 — « Le nouveau "verrou de Bercy" », *AJ Pénal*, n° 11, p. 502

Contributions à des ouvrages collectifs

2025 — « Associations anticorruption », in É. Lemaire, J.-Fr. Kerléo (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, LexisNexis

2021 — « La lente levée de voile sur les rémunérations des hauts fonctionnaires », in E. Aubin, J.-M. Eymeri-Douzans, J.-Fr. Kerléo, J. Saison (dir.), *Quelle déontologie pour la haute fonction publique ? Enjeux, textes et perspectives*, LGDJ, coll. « Colloques & Essais »

2020 — « L'effectivité du droit pénal en matière électorale : un personnel politique condamné ? », in D. Dechenaud, R. Rambaud, C. Ribeyre (dir.), *Droit pénal électoral*, LGDJ, coll. « Colloques & Essais »

Études et rapports

Oct. 2026 — « Certificats d'économies d'énergie. Pour la création de l'Autorité publique indépendante des économies d'énergie (A2E). Réguler le dispositif, superviser le marché secondaire, sanctionner les manquements », étude, Zenodo, 21 octobre 2026, https://doi.org/10.5281/zenodo.23531532

Oct. 2026 — « Certificats d'économies d'énergie. Qui paie, qui décide, qui contrôle ? Pour une autorité indépendante des économies d'énergie », note n° 59, L'Observatoire de l'éthique publique

1er févr. 2019 — « La rémunération des présidents d'AAI et d'API », étude pour L'Observatoire de l'éthique publique

À paraître

À paraître	« Les tentatives de corruption de la sphère publique par les milieux d'affaires », in M. Caron, M. Disant (dir.), ouvrage collectif

VI. COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES

Nov. 2026	« Les groupes d'amitié parlementaires et les obligations éthiques et déontologiques de leurs membres », Assemblée générale annuelle du Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires, Berne
2026	« Enjeux juridiques des certificats d'économies d'énergie », programme PRODICEE, ADEME, Montrouge
2 déc. 2022	« Le rôle des associations anticorruption », conférence, Université Toulouse Capitole
24 nov. 2022	« Le train de vie des élus locaux », Assises nationales de l'éthique publique locale, *Déontologie de la vie publique locale : le grand déploiement*, M. Caron, É. Untermaier-Kerléo, A. Granero (dir.), Université polytechnique Hauts-de-France et L'Observatoire de l'éthique publique
23 sept. 2022	« L'environnement institutionnel des associations anticorruption », journée d'étude *Société civile et lutte contre la corruption*, G. Delalieux, É. Alt (dir.), La Rochelle Université et Anticor
21 nov. 2020	« Les réponses institutionnelles à la corruption », table ronde, Université d'Anticor
14 mars 2019	« L'effectivité du droit pénal en matière électorale : un personnel politique condamné ? », colloque *Droit pénal électoral*, Université Grenoble Alpes
6 – 7 févr. 2019	« Entre vie privée et vie publique : la vie sexuelle du personnel politique », colloque international et interdisciplinaire *La vie privée des responsables publics*, CURAPP-ESS (CNRS), Université de Picardie Jules Verne, Amiens

VII. ANIMATION ET ORGANISATION DE LA RECHERCHE

13 juin 2019	Co-organisation, avec N. Kaciaf, de la conférence-débat « Médias et transparence de la vie publique », LIEPP, Sciences Po Paris, et L'Observatoire de l'éthique publique
1er déc. 2017	Organisation de la journée « L'impact des nouvelles technologies sur le droit et ses acteurs », Association des doctorants et docteurs du Centre de droit des affaires (ADDCDA), Université Toulouse Capitole
29 sept. 2017	« La Nuit européenne des chercheurs », atelier de diffusion de la recherche juridique auprès du grand public, Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées

VIII. ENSEIGNEMENT

Droit de l'anticorruption et de la probité (depuis 2021)

Depuis 2024	Sciences Po Lille, Master Management responsable des entreprises : compliance et éthique des affaires (12 h CM par an, soit 18 h éq. TD)
Depuis 2024	Sciences Po Lille et EDHEC, Cycle supérieur de management public, formation continue des élus et responsables de collectivités territoriales (deux journées)

Depuis 2023 — Université de Lorraine, diplôme universitaire Éthique des affaires et protection des intérêts financiers : *Les responsables publics face à l'exigence de probité* ; cohérence des dispositifs de conformité et de répression des atteintes à la probité (12 h CM par an, soit 18 h éq. TD)

Depuis 2022 — Université polytechnique Hauts-de-France, Master 2 Droit public des affaires, parcours Éthique publique : *Droit de la probité* (12 h CM par an, soit 18 h éq. TD)

2022 – 2023 — École des hautes études internationales et politiques (HEIP), Master 2 Communication politique et affaires publiques : *Représentation de l'intérêt général face aux intérêts catégoriels*

Depuis 2021 — Sciences Po Executive Education, formation des élus locaux (une journée) : droits, libertés et obligations des élus locaux ; éthique de la vie publique locale (programme « Être un décideur à l'heure des transitions », avec la Banque des territoires et l'Agence nationale de la cohésion des territoires)

Enseignement universitaire antérieur

2019 – 2021 — **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche** en droit public, Université de Bordeaux (192 h éq. TD)

2013 – 2019 — **Chargée de travaux dirigés et tutrice pédagogique**, Université Toulouse Capitole (180 h éq. TD par an)
Méthodologie et rédaction juridiques ; droit constitutionnel, droit administratif, droit des collectivités territoriales, droit des institutions ; droit pénal, procédure pénale, droit des personnes, droit des contrats, droit des affaires

2017 – 2018 — **Chargée d'enseignement**, Institut d'études judiciaires, Université Toulouse Capitole
Droit public ; note de synthèse et note administrative, préparation à l'examen d'entrée au CRFPA et aux concours de l'ENM, de greffier, de greffier en chef et de commissaire de police

2016 – 2018 — **Chargée d'enseignement**, Centre de formation juridique (CFJ)
Note de synthèse, préparation à l'examen d'entrée au CRFPA

2016 – 2018 — **Intervenante**, Sciences Po Toulouse, séminaires de transversalité du Master 2 Carrières administratives
Probité des élus de la République ; aspects juridiques de la politique énergétique française

Jurys et examens

2017 – 2019 — Examinatrice des épreuves écrites et orales, Institut universitaire d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et Institut supérieur de management de Dakar (Sénégal), en partenariat avec l'Institut national universitaire Champollion

2017 – 2018 — Membre du jury du grand oral de fin de cycle, Sciences Po Toulouse

2016 – 2017 — Examinatrice de la note de synthèse, examen d'entrée au centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA), Institut d'études judiciaires, Université Toulouse Capitole ; correctrice des épreuves d'entraînement

2016 – 2017 — Examinatrice des épreuves orales de licence en droit de la concurrence et droit de la consommation, Université Toulouse Capitole

IX. RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Depuis 2024 — Membre du conseil scientifique de l'Agence française anticorruption (AFA)

2024 – 2026 — Membre du Conseil supérieur de l'énergie (CSE), nommée par arrêté ministériel : examen des projets de décrets et d'arrêtés relatifs à l'électricité, au gaz et à l'efficacité énergétique

2024 – 2026	Membre du comité consultatif d'éthique et de transparence de la Ville de Lille
2021 – 2024	Membre élue, représentante des docteurs, du conseil de laboratoire du CERCCLE (UR 7436), Université de Bordeaux
2017 – 2019	Représentante élue des doctorants au conseil de l'École doctorale Sciences juridiques et politiques, Université Toulouse Capitole
2017 – 2021	Experte auprès du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCÉRES) : évaluation d'offres de formation

X. FONCTIONS EXERCÉES HORS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Depuis oct. 2024	**Fondatrice et dirigeante**, éthéis, cabinet de conformité et d'éthique publique Analyses réglementaires, conformité et gouvernance pour des acteurs publics et privés, notamment de la filière des certificats d'économies d'énergie
Févr. 2023 – mai 2024	**Directrice générale**, Symbiote, syndicat professionnel d'entreprises de la rénovation énergétique
Mai 2022 – mars 2023	**Directrice générale**, Anticor, association de lutte contre la corruption et pour l'éthique en politique
2014 – 2016	**Assistante de justice**, première présidence de la cour d'appel de Toulouse Contentieux des recours en matière d'aide juridictionnelle (rédaction de projets d'ordonnances, instruction, audiences) ; contentieux correctionnel et des pensions militaires (rédaction de rapports, audiences)

XI. DIFFUSION DES SAVOIRS

Interventions régulières en qualité d'universitaire dans les médias nationaux sur la probité des élus, la transparence de la vie publique et les dispositifs anticorruption, notamment : France Culture, France Info, *Le Monde*, *Libération*, *Les Échos*, *Le Parisien*, LCP, LCI, BFMTV, RMC, Radio Classique, *La Gazette des communes*, *Politico Pro*…

DÉCLARATION D'INTÉRÊTS

Fondatrice et dirigeante d'éthéis, cabinet de conformité et d'éthique publique déclaré auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, qui accompagne des acteurs du secteur des certificats d'économies d'énergie.